

## **Les États face à la violence politique. Une approche comparative des attentats du FLQ et des CCC**

### **Introduction**

Alors que je n'étais pas encore arrivé à Trois-Rivières, où je partais effectuer un séjour de 4 mois, je recevais un sympathique courriel m'invitant à une séance du ciné-campus de la ville où j'allais séjourner. Le courriel m'avait été envoyé par une professeure de l'UQTR qui avait appris mon arrivée et le sujet de mes recherches ici, à savoir, le Front de Libération du Québec. Le film qu'elle me conseillait y était justement consacré : Se nommant « Les Rose », il s'agissait d'un documentaire réalisé par Félix Rose et qui tentait de comprendre le choix de la violence effectué plusieurs décennies plus tôt par quelques militants et principalement par deux d'entre eux, Jacques et Paul Rose, parents avec le réalisateur.

[DIA]

À peine arrivé au Québec, j'étais happé par mon objet d'études et un constat s'imposait à moi qui ne connaissait encore le FLQ et plus généralement l'histoire québécoise qu'à travers quelques lectures que j'avais réalisées avant mon départ. Ce constat, c'était que la question de la mémoire de cette violence politique particulière qui avait culminé durant le fameux mois d'octobre 1970, cette mémoire n'était pas un objet d'histoire réservé aux chercheurs, elle demeurait active et entretenue. Elle maintenait une fascination et une interrogation constante au sein de diverses couches de la population. Durant sa présentation, Félix Rose témoignait d'ailleurs de son étonnement face à l'engouement des jeunes qui avaient vu le film et aux nombreuses interventions que celui-ci suscitait lorsque le réalisateur allait le présenter dans les écoles. Ce constat rejoignait d'ailleurs ceux d'historiens tels qu'Éric Bédard ou Louise Bienvenue qui soulignent combien les événements d'Octobre continuent d'interpeller les étudiants.

[DIA]

J'étais venu au Québec pour comparer deux cas de violence politique : les attentats du FLQ et ceux des Cellules Communistes Combattantes qui, en Belgique, en 1984 et 1985 avaient perpétré une vingtaine d'attentats. Alors que plusieurs rapprochements pouvaient être tissés entre les deux organisations, mon arrivée au Québec me démontrait que le souvenir de la violence politique des deux groupes était radicalement différent. C'est cette distinction que je propose d'interroger durant les quelques minutes en en présentant d'abord la nature afin d'en envisager la signification. Il n'est évidemment pas possible, en 20 minutes, d'aborder l'ensemble des composantes des deux organisations dans leurs détails. Je propose de découper l'exposé en trois dimensions qui permettront de saisir ce que ces événements politiques ont en commun mais également ce qui les distingue et les particularise. Tout d'abord, une présentation des deux contextes s'impose afin de saisir l'inscription des organisations dans une séquence historique particulière. Ensuite, je présenterai la matérialité de l'usage de la violence politique et ses objectifs. En d'autres termes, cette partie envisage le « comment » et le pourquoi de la violence politique. Enfin, c'est la question du camp d'en face et de ses réactions politiques à la violence qui est abordée : comment les États démocratiques ont lutté contre ce phénomène spécifique qu'est la violence politique ?

## I. Contexte

### [DIA]

Commençons par le contexte. Les différents chercheurs ont pointé l'influence du contexte international sur l'engagement des felquistes. Ainsi, la révolution cubaine, la lutte de libération des Algériens, la guerre du Vietnam et l'ensemble des combats tiers-mondistes et anti-impérialistes marquent très fort les esprits des militants qui d'ailleurs n'hésitent pas à tisser des liens, à rencontrer et même pour certains à se former auprès de différents mouvements de libération. Le FLQ évolue en fait dans l'ébullition contestataire des années 1960, qui est elle-même changeante : il est en cela une composante des fameuses « années 1968 » : son existence les accompagne remarquablement. Enfin, sur le plan intérieur, cette période de contestation prend part dans ce grand moment de transformation sociale que vit le Québec : celui de la Révolution Tranquille. Même si plusieurs certaines catégories de la population sont mises de côté, l'heure demeure à l'espoir. Tout semble non seulement possible pour les militants mais, pour les plus engagés d'entre eux, la résolution de leurs désirs semble même proche. Mais pour cela il faut passer à l'action. C'est le mot d'ordre qui clôture le célèbre ouvrage de Pierre Vaillères, *Nègres Blancs d'Amérique*.

Le climat dans lequel vont émerger les CCC est tout à fait différent. Le début des années 1980 est marqué par une austérité et un chômage grandissant ainsi que par un reflux extrêmement net des initiatives gauchistes nées de 1968. Quant au contexte international, il est également beaucoup moins porteur d'espoir : Reagan et Thatcher imposent leurs politiques néo-libérales et Mitterrand lui-même, en France, applique dès 1983 le fameux tournant de la rigueur. Les luttes de libération nationale sont beaucoup moins inspirantes : Cuba stagne, la Chine ne représente plus cet élan révolutionnaire qu'elle constituait pour certains 15 ans plus tôt. C'est dans un contexte marqué par le désespoir que naissent les Cellules, celui du chômage, de la désindustrialisation extrêmement rapide de certaines régions de la Belgique, de la fermeture de la sidérurgie ou des mines, autrefois piliers de la classe ouvrière.

Dès lors, au-delà des déclarations dogmatiques marxistes léninistes qui peuvent sembler communes aux deux époques, l'initiative des CCC passe davantage pour un acte de résistance à l'imposition de la logique capitaliste davantage que comme un acte véritablement révolutionnaire : les Cellules espèrent être à l'initiative d'un mouvement beaucoup plus grand, comme le clame leur slogan « que 1000 cellules naissent » mais n'ont pas la prétention d'incarner un parti révolutionnaire. L'objectif des actions armées vise en réalité non pas la révolution mais la tentative, pour les militants, de prouver qu'une résistance par la violence au nouvel ordre capitaliste est possible C'est en ce sens d'ailleurs qu'il faut comprendre le terme de « propagande armée ». Du côté des felquistes, c'est bien la révolution qui est un objectif, révolution qui selon eux a d'ailleurs déjà commencé par les actions des militants précédents. De sa prison, Vallières le clame : « la révolution québécoise ne s'arrêtera pas ».

D'un côté donc une révolution en cours, de l'autre, une résistance face à un ordre devenu hégémonique devant initier un mouvement révolutionnaire plus large. Deux époques distinctes, deux rapports à la violence distincts.

Mais de quelle violence parle-t-on et pour quel projet ?

[DIA]

## II. Matérialité de la violence

Le sens commun associe spontanément le FLQ au moment paroxystique de la crise d'octobre. Pourtant, il est sans doute important d'avoir en tête que l'organisation est active pendant une dizaine d'années, que ses premières actions naissent en 1962 et perdureront au moins jusque 1972, que par ailleurs elle a connu de nombreuses tendances qui demandent même au chercheur d'envisager si on ne doit pas parler des FLQ plutôt que du FLQ. Entre les débuts de l'organisation où, même si la justice sociale est mise en avant, c'est le projet indépendantiste qui prime et le tournant clairement marxiste que donnent, entre autres, Vallières et Gagnon afin de faire coïncider indépendance nationale et socialisme, les écarts sont nets et ont été à la base de conflits et de divergences au sein même des différentes cellules. Plusieurs articles « La Cognée », organe des felquistes, en témoignent. Retenons néanmoins que la proposition d'indépendance mêlée à la dénonciation d'injustices sociales structurelles dont souffrent les Québécois ou encore la dénonciation des privilèges anglophones placent les autres partis et groupements dans une situation ambiguë par rapport à l'organisation, tant plusieurs de ces éléments sont dénoncés par le RIN et ensuite par le PQ. Si ce dernier refuse la violence de l'organisation, il ne peut s'empêcher de reconnaître que certains faits dénoncés par les felquistes sont avérés. Ainsi, si les moyens du FLQ sont refusés, ses fins ne le sont pas nécessairement, ou, en tous cas, pas totalement.

C'est la grande différence avec les CCC. Contrairement au FLQ, il s'agit d'une petite organisation très structurée qui ne souffre d'aucune dissidence idéologique : la ligne des cellules est fixée et ne bouge pas au fil des années. Jusqu'à aujourd'hui ses militants la revendiquent. Organisation marxiste-léniniste, elle prône la guerre de guérilla afin d'amorcer un processus révolutionnaire plus large de guerre de classe conduisant à la suppression de la bourgeoisie au pouvoir. Un discours orthodoxe et dogmatique donc qui, aux yeux de l'ensemble de la classe politique de l'époque, où même le parti communiste belge, très peu puissant, est gagné au réformisme, ne peut trouver aucun écho : dans leurs moyens comme dans leurs fins, les CCC sont virulemment rejetées, même dans les organisations d'extrême gauche. Pourtant, des exemples de soutien existent et ont même inquiété : dans cette Belgique précarisée, les attaques des CCC contre les symboles de la finance ou du patronat, tant qu'ils ne font pas de victimes, récoltent l'appréciation dans certaines franges de l'opinion publique. C'est le cas par exemple dans la banlieue ouvrière de Seraing où les travailleurs de la sidérurgie qui subissent sans cesse des licenciements et se sentent abandonnés par la classe politique traditionnelle, trouvent dans le rapport frontal des CCC un certain écho de leurs souffrances, comme l'a montré le sociologue Bernard Francq.

[DIA]

Mais qu'en est-il de la matérialité de la violence des deux organisations ? Ici aussi de grands écarts se font jour. L'histoire du FLQ elle-même est marquée par des pics et des reculs, des changements de stratégie et des périodes de dormance, en fonction des orientations diverses des cellules mais aussi des arrestations policières et des condamnations judiciaires. Globalement, et même si les chiffres fluctuent, on peut estimer, notamment grâce au travail de Marc Laurendeau, que le FLQ est à l'origine de 7 décès, parmi lesquels le plus célèbre reste celui du ministre Laporte. Si on met de côté les actes de vandalisme et les manifestations même potentiellement violentes pour se

concentrer sur les attentats, on dénombre environ 102 faits de violence entre 1962 et 1972, dont la majorité sont des explosions de bombes, suivies ensuite d'un grand nombre de vols et de holdup. Les cibles sont des casernes militaires ou de gendarmerie, des infrastructures routières ou ferroviaires, des armureries, des symboles des partis et du pouvoir politiques et, surtout à partir de 66, des entreprises. Les actions les plus marquantes étant les kidnappings de Cross et Laporte ainsi que la mort de ce dernier.

Les CCC ont une période d'activité bien moins importante, l'organisation ayant réalisé des attentats durant une grosse année. Soucieux de ne pas faire de victimes, leurs attentats sont avant tout symboliques. Des tracts sont dispersés aux alentours des lieux, les attentats sont réalisés de nuit et les forces de l'ordre sont prévenues à l'avance. Ce sont les sièges de partis politiques, les symboles de la finance et de ce qui est vu comme l'impérialisme américain qui sont visés. Une vingtaine d'attentats sont commis à l'aide d'explosifs ou de cocktails molotov entre octobre 84 et décembre 85. On peut citer la destruction des pipelines de l'OTAN avec l'explosion simultanée de 6 bombes à six endroits différentes (11 décembre 84). Si avant tout les CCC visent à réaliser des dégâts matériels et prennent effectivement des précautions dans ce sens, plusieurs événements démontrent leur détermination et la possibilité d'engendrer des blessés comme lorsqu'ils font sauter les bureaux de la Banque Bruxelles Lambert, une des plus grandes banques de Belgique. Lors de l'opération, ils sont surpris par le véhicule du gardien de sécurité et n'hésitent pas à faire feu sur celui-ci sans cependant le blesser. Mais le grand drame qui va marquer la série d'attentats est celui commis contre la FEB, la Fédération des entreprises de Belgique, le siège des représentants du patronat belge. L'attentat est exécuté le 1<sup>er</sup> mai 1985 et se veut être un symbole : en cette jour de la fête du travail, les communistes entendent opérer un coup d'éclat contre le patronat. Malheureusement, malgré la présence de tracts et l'appel à la gendarmerie, suite à un problème de communication, des pompiers sont envoyés sur les lieux : la voiture piégée saute alors qu'ils interviennent. L'explosion fait deux morts. La Belgique est sous le choc et les CCC eux-mêmes sont frappés d'incompréhension : leur correspondance le révèle, ils ne souhaitent pas tuer des travailleurs. Après des débats intenses, le groupe décide de continuer les attentats mais d'augmenter les mesures de sécurité.

Reportés annuellement, les chiffres du nombre d'actes violents des deux organisations sont globalement similaires : une grosse dizaine d'actes par année. On retrouve, entre les deux organisations, des traits qui permettent de mieux saisir le rapport de l'opinion publique à la violence politique. Ainsi, plusieurs chercheurs ont bien mis en avant à quel point les enlèvements de Cross et de Laporte par le FLQ, et surtout la mort du ministre, avaient retourné la majorité de l'opinion contre l'organisation. La mort des deux pompiers en mai 85 engendre le même effet : alors que les CCC causaient des dégâts matériels, leurs attentats ont désormais tué des travailleurs, entrant en contradiction aux yeux du public avec les causes qu'ils défendent. Par ailleurs, dans les cas belge comme québécois, ces deux drames permettent au pouvoir de renforcer plus encore la construction de l'ennemi qu'il opère : il est désormais possible pour le gouvernement de présenter ses adversaires comme des fanatiques prêts à tout et n'ayant aucun respect pour la vie humaine. Je vous propose maintenant d'envisager cet aspect.

[DIA]

### III. Réactions des états face à la violence politique

Ce qu'il faut avant tout bien avoir en tête c'est que les gouvernements des deux pays vont participer à la construction d'une figure de l'ennemi globalement identique. A 15 ans d'écart, autant au Québec qu'en Belgique, face à des attentats politiques qui heurtent par la violence les pratiques politiques légales, les démocraties libérales vont construire discursivement cette figure de l'ennemi qui met en péril le bon fonctionnement démocratique de la société. Bernard Dagenais l'a mis en avant pour le FLQ en soulignant les mécanismes mis en place par le pouvoir afin de diaboliser l'autre. Plusieurs aspects ont été identifiés : il s'agit de faire le faire passer pour un menteur et un as du chantage, un barbare pour qui la vie humaine ne compte pas, un anarchiste fanatisé ne reculant devant rien et enfin une organisation tentaculaire et puissante contre laquelle il faut mobiliser de redoutables moyens.

Si les recherches sur les CCC sont presque inexistantes, on peut identifier plusieurs pistes qui démontrent que ces choix ont partiellement été réalisés par le gouvernement belge. Les mémoires de Martens, premier ministre démocrate-chrétien à l'époque, sont un exemple. On peut y lire, dans le chapitre sur le terrorisme intitulé « terreur sur notre pays », une dénonciation de la « fausse image » que les CCC ont pu engendrer :

[DIA]

« Soyons clairs ! Les CCC n'étaient pas une innocente réunion d'anarchistes dont le seul but était de faire quelques dégâts matériels. C'était un groupement terroriste qui savait fort bien que des victimes civiles pouvaient être frappées par son action. [...] Je me suis toujours demandé ce qui a poussé les chefs des CCC, Pierre Carette et Bertrand Sassoie, à considérer notre État comme un ennemi et à rejeter les structures qui leur avait donné tant de droits et de libertés. Ils étaient naïfs, mais dangereusement radicaux ».

On trouve ici une construction de l'ennemi qui repose sur certains des mêmes principes : il est un réel danger, il est manipulateur et essaie de faire croire qu'il n'est pas violent, il agit de manière indifférenciée. Enfin, il est fanatisé au point de ne pas reconnaître le régime de pleine liberté et de droit dans lequel il vit : en construisant l'ennemi, Martens fait impasse absolue sur le contexte particulièrement clivé de la Belgique de l'époque et des mouvements sociaux qui la traversent. De la même manière que William Tetley, l'ancien ministre des institutions financières durant la crise d'octobre, diabolise le FLQ dans ses mémoires et ne mentionne jamais, par exemple, les travaux de la commission Laurendeau Dunton qui révélaient les inégalités des francophones au Québec, Martens fait la critique d'une organisation sans jamais mettre en avant un contexte de précarité qui permet d'expliquer en partie pourquoi l'organisation a pu recueillir une certaine appréciation. Mais le combat politique emmené par le gouvernement consiste à diaboliser l'adversaire, ce qui lui évite ses propres remises en question.

Le ministre de la justice Jean Gol, réalise d'ailleurs des conférences de presse qui sont des mises en scène, il se rend parfois directement sur le lieu des attentats, comme lors de celui du 1<sup>er</sup> mai 1985 dans lequel les deux pompiers trouvent la mort. Le ministre déclare alors au milieu de la foule, avec à la main le tract de revendication qui saluent les travailleurs et soutient leurs grèves : « c'est de la fausse humanité ».

[DIA]

L'attitude de l'État n'est évidemment pas uniquement discursive. Alors que la crise d'Octobre et la loi sur les mesures de guerre ne cessent de faire couler de l'encre au Québec par leur ampleur, leur caractère inédit et le nombre d'arrestations qu'elle a engendrée ; en Belgique aussi, une opération importante, appelée opération Mammouth, fut réalisée pour lutter contre les terroristes. Les deux situations n'ont rien de comparable par leur intensité : au Québec, Laporte et Cross sont alors otages tandis qu'en Belgique les attentats ont commencé depuis peu et n'ont encore fait que peu de dégâts.

Pourtant, les moyens de l'opération Mammouth sont très importants : 120 perquisitions sont menées par des centaines de policiers et gendarmes (entre 700 et 800 hommes mobilisés). Elles visent avant tout les milieux de gauche et d'extrême gauche. Des librairies, des ASBL ou des lieux associatifs sont perquisitionnés, leur matériel de propagande emporté ainsi que de la littérature militante ou des listes de militants. Deux parlementaires de gauche se trouvent même dans les perquisitionnés. Si le siège de revues proches des CCC ont été perquisitionnés, le spectre des milieux touchés interpelle : écologistes, anarchistes, librairies ou associations alternatives ont été visées dont beaucoup sont pourtant explicitement opposés aux CCC. On assiste en fait à un coup de sonde généralisé dans les milieux de la gauche radicale, coup de sonde qui pose la question du respect de l'inviolabilité du domicile de dizaines de personnes sans aucun lien avec le terrorisme et qui n'avaient rien à se reprocher. En mineur, on retrouve plusieurs problèmes et questions qu'a soulevée l'usage de la loi sur les mesures de guerre. En comparaison, il ne s'agit pas au Québec d'un coup de filet durant une journée mais bien d'un état d'exception de plusieurs semaines qui permet de sonder tous les opposants et d'en emprisonner certains même pendant des mois. Malgré un niveau de répression tout à fait supérieur aux événements belges, le même problème est posé aux deux gouvernements qui répondent à la violence politique en négligeant les libertés démocratiques. Ainsi Simon Tessier souligne par exemple, je le cite que « la presque totalité des personnes arrêtées – soit 467 – n'a ainsi rien à voir avec le FLQ : il s'agit essentiellement de dissidents, de souverainistes, de syndicalistes, d'intellectuels ou d'artistes ». Le même constat peut être fait pour l'opération Mammouth : ces événements mettent en lumière la précarité des droits démocratiques. Ainsi, l'État, lorsqu'il se sent menacé, choisit l'exceptionnalité et se place alors lui-même dans une situation de non préservation des libertés fondamentales, au prétexte justement de les maintenir et de protéger les droits face aux terroristes.

Mais il serait trop long d'analyser ici les caractéristiques des pratiques répressives des États ainsi que les procès des terroristes et leurs suites : il est temps de conclure.

[DIA]

## **Conclusion**

J'ai entamé cette intervention en soulignant la prégnance de la séquence historique du FLQ et plus particulièrement d'Octobre dans la vie québécoise. Durant les quelques mois que j'ai passé ici, j'en fus plus d'une fois interpellé, aussi bien lors de discussions avec des étudiants québécois qu'à la lecture d'articles de presse. Ce constat contraste avec la situation belge où les CCC ne sont presque plus jamais évoquées et où l'organisation fait l'objet d'une occultation de son histoire. Parce que

la violence du FLQ s'inscrivait dans une séquence historique de profond désir d'émancipation des Québécois et d'une transformation de leurs structures sociales, l'organisation a continué à exister dans les esprits, même de ceux qui en rejetaient les méthodes : par son existence seule, le FLQ révélait les antagonismes et les injustices qui traversaient la société québécoise et pouvaient conduire certains à faire le choix de la lutte armée. Les CCC n'ont pas connu cette situation : stigmatisés par l'ensemble des acteurs institutionnalisés, elles n'ont pas été capables de transformer la bienveillance qu'elles pouvaient cueillir dans certains milieux en force : pire, une fois la violence ayant passé le degré de la mort d'innocents, l'organisation a pu être définitivement stigmatisée. Passé le procès, elle est peu à peu tombée dans l'oubli et perçue comme une relique du passé. L'écho de ses dénonciations, qui pouvaient être perçues comme justes par certains, s'est perdu dans le tumulte des protestations contre une violence jugée disproportionnée. Dans le cas du FLQ comme dans le cas des CCC pourtant, plusieurs problèmes sociaux soulevés par les organisations et auxquels la politique traditionnelle n'a jamais su répondre perdurent : à eux seuls ils invitent à ne pas penser le temps de la violence politique comme définitivement révolu.

Je vous remercie.